

Art. 5. — Un programme d'action annuel des activités du SAR aéronautique, est soumis à l'approbation du comité SAR faisant ressortir clairement et avec précision les obligations à l'ENNA et leur traduction en termes financiers tel que défini dans l'article 3 ci-dessus.

Ce programme est un engagement souscrit pour accomplir ces missions de service public en contrepartie de l'octroi de la dotation de sujétions de service public.

Un bilan de l'utilisation de ces dotations est présenté chaque année au comité SAR.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Joumada Ethania 1441 correspondant au 3 février 2020.

Le ministre des travaux  
publics et des transports

Le ministre des finances

Farouk CHIALI

Abderrahmane RAOUYA

Pour le ministre de la défense nationale

*Le secrétaire général*

Le Général-major Abbdelhamid GHRIS

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

**Arrêté du 9 Rabie El Aouel 1441 correspondant au 6 novembre 2019 fixant le code de déontologie des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire.**

— — — —

Le ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu la loi n° 05-04 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, complétée, portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 19-111 du 24 Rajab 1441 correspondant au 31 mars 2019, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret exécutif n° 04-332 du 10 Ramadhan 1425 correspondant au 24 octobre 2004 fixant les attributions du ministre de la justice, garde des sceaux ;

Vu le décret exécutif n° 04-393 du 21 Chaoual 1425 correspondant au 4 décembre 2004 portant organisation de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion ;

Vu le décret exécutif n° 08-167 du 3 Joumada Ethania 1429 correspondant au 7 juin 2008, modifié et complété, portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, notamment son article 6 ;

**Arrête :**

#### CHAPITRE 1er PRINCIPES GENERAUX

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 08-167 du 3 Joumada Ethania 1429 correspondant au 7 juin 2008, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer le code de déontologie des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire.

Art. 2. — Le présent code fixe l'ensemble des règles, principes et normes que les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire doivent respecter dans ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions.

Art. 3. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire accomplissent leurs missions dans le respect de la Constitution, des conventions internationales ratifiées et des lois et règlements en vigueur.

Art. 4. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, contribuent à la protection de la société de la criminalité à travers notamment, la réinsertion sociale des détenus et la prévention de la récidive.

#### CHAPITRE 2

#### LES OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES APPARTENANT AUX CORPS SPÉCIFIQUES DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

##### Section 1

##### Envers les détenus

Art. 5. — Sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur, les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire s'engagent à n'exercer aucune forme de torture et de traitement inhumain ou dégradant envers les détenus.

Lorsqu'un fonctionnaire est témoin de tels actes, il doit les faire cesser par tous les moyens qui lui sont attribués par la loi et les porter immédiatement à la connaissance de son autorité hiérarchique.

Si ces agissements constituent une infraction punie par la loi, le procureur de la République territorialement compétent doit en être informé.

Art. 6. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire doivent être impartiaux dans le traitement des détenus, sans aucune discrimination tenant à la naissance, à la race, à la couleur, au sexe, à l'opinion, à l'âge, à la langue, à la religion ou à tout autre motif personnel ou social. Ils veillent à la protection et au leur respect des droits fondamentaux des détenus, leur sécurité et leur intégrité et à ne pas porter atteinte à leur dignité.

Art. 7. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, doivent donner l'attention nécessaire aux besoins des détenus mineurs, des femmes, des personnes âgées et des handicapés.

Art. 8. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire traitent les personnes détenues, leurs familles ainsi que leurs visiteurs, avec respect et ne peuvent entretenir avec eux des relations incompatibles avec la nature des missions qui leur sont confiées.

Le fonctionnaire appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, doit informer ses responsables hiérarchiques, de toute relation de parenté, d'alliance ou de toute autre relation, avec un détenu à l'établissement pénitentiaire dans lequel il exerce ses missions, pouvant affecter son impartialité et le bon exercice de ses missions.

Art. 9. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sous peine des sanctions prévues par la loi, ne doivent :

- employer les détenus à des fins personnelles ;
- accepter, d'une façon directe ou indirecte, des dons ou de tout autre avantage quelle que soit sa nature, de la part des détenus, de leurs proches ou de leurs connaissances ;
- fournir un service, acheter ou vendre n'importe quelle chose au profit des détenus, remettre ou recevoir des sommes d'argent ou n'importe quelle substance en dehors des cas dûment fixés par la loi,
- autoriser ou faciliter toute communication interdite par la loi entre les détenus ou entre ces derniers et le monde extérieur.

Art. 10. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire ne peuvent, sous peine des sanctions prévues par la loi, exercer envers les détenus aucune pression, de quelque nature que ce soit, en vue d'influencer sur leurs droits de défense, de dépôt de plaintes ou de présentation de requêtes ou de recours même introduits à leur encontre.

#### Section 2

##### Envers l'administration pénitentiaire

Art. 11. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire doivent s'abstenir, individuellement ou collectivement, de tout acte ou agissement de nature à porter atteinte à l'honneur et à la réputation de leur fonction, au bon fonctionnement de l'établissement pénitentiaire, sa sécurité ou ses intérêts, ou porter atteinte à la dignité des détenus. Ils doivent éviter tout ce qui pourrait influencer leur comportement et leur bonne appréciation des faits durant l'exercice de leurs missions.

Art. 12. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, s'abstiennent d'utiliser, à des fins n'ayant aucun rapport avec le service ou à des fins personnelles, les moyens humains et/ou financiers et/ou matériels placés sous leur responsabilité.

Art. 13. — Il est interdit aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, d'adhérer à un parti politique ou à une association à caractère syndical.

Art. 14. — Il est interdit aux fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, le recours ou l'incitation à la grève, aux manifestations ou à l'arrêt de travail ou à toute forme collective de revendication ou tout comportement individuel ou collectif pouvant nuire au bon déroulement des services des établissements pénitentiaires.

Art. 15. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus à l'obligation de réserve en tout lieu et toute circonstance. Ils ne peuvent faire aucune déclaration, quelle que soit sa nature, qu'après autorisation de l'autorité hiérarchique.

Art. 16. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, ne doivent pas accepter ou solliciter des avantages, des dons ou des récompenses personnels quelles que soient leurs natures, d'une personne physique ou morale qui entretient des relations avec les services pénitentiaires.

Art. 17. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus au secret professionnel. Ils ne doivent dévoiler ou diffuser les informations dont ils ont eu connaissance pendant ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions, sauf dans les cas où la loi en dispose autrement.

Art. 18. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus de garder leur uniforme officiel propre, élégant et dépourvu des attributs non officiels.

Art. 19. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus au salut réglementaire et de l'exécuter de façon correcte.

#### Section 3

##### Envers les collègues

Art. 20. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus de se porter mutuellement aide, dans l'exercice de leurs missions et à chaque fois que les circonstances le requièrent. Ils doivent échanger respect et politesse mutuels dans toutes les circonstances.

Art. 21. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont tenus de renforcer la discipline et le respect entre eux.

#### CHAPITRE 3

##### LES MODALITES D'EXECUTION DES MISSIONS

Art. 22. — L'autorité hiérarchique de l'administration pénitentiaire exerce les fonctions du commandement. Elle est responsable des ordres donnés, de leur exécution et de leur suivi.

Pour leur bonne exécution, les ordres de l'autorité hiérarchique doivent être précis et justifiés.

Art. 23. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, sont soumis au régime hiérarchique administratif. Ils sont tenus d'exécuter les ordres de leurs supérieurs hiérarchiques, sous peine des poursuites disciplinaires prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Ils ne sont pas dispensés de leur responsabilité du fait de la responsabilité incombant à leurs supérieurs hiérarchiques.

Tout fonctionnaire est dispensé du devoir d'obéissance dans le cas où les ordres sont illégaux. Il peut faire part de ses objections à l'autorité hiérarchique.

Art. 24. — Tout supérieur hiérarchique doit s'assurer que ses subordonnés disposent des informations et des moyens nécessaires à l'exécution des ordres qui leur sont donnés et doit réunir les conditions nécessaires à cet effet, notamment par la promotion de la communication et de la coopération entre les personnels dans tous les services.

Art. 25. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire doivent informer leurs supérieurs hiérarchiques ainsi que les organes compétents, de toute forme de corruption dont ils ont eu connaissance pendant ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions.

Art. 26. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, bénéficient de la formation qui leur permet d'améliorer et d'actualiser régulièrement leurs connaissances professionnelles, pour faire face aux exigences de la fonction, notamment par la maîtrise des règles de droit relatives à la protection des droits de l'Homme.

Art. 27. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, bénéficient, dans les conditions prévues par la législation en vigueur, de la protection de l'Etat contre les menaces ou attaques, de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent faire l'objet, pendant ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions.

Art. 28. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire, ne peuvent faire usage de la force, que dans les limites autorisées par la loi.

#### CHAPITRE 4

#### DISPOSITIONS FINALES

Art. 29. — Tout manquement d'un fonctionnaire appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire à l'un des devoirs définis par le présent code, engage sa responsabilité disciplinaire.

Art. 30. — Une copie du présent code est remise à chaque fonctionnaire appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire.

Une copie est affichée dans les établissements pénitentiaires, les services extérieurs de l'administration pénitentiaire chargés de la réinsertion sociale des détenus, les services de l'administration centrale et les établissements de formation.

Art. 31. — Les directeurs des établissements pénitentiaires, les directeurs des établissements de formation et les chefs des services extérieurs de l'administration pénitentiaire chargés de la réinsertion sociale des détenus, sous l'autorité du directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, veillent au respect des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire des dispositions prévues dans le présent code.

Art. 32. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie El Aouel 1441 correspondant au 6 novembre 2019.

Belkacem ZEGHMATI.

#### MINISTRE DES FINANCES

**Arrêté du 16 Safar 1441 correspondant au 15 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 Dhou El Hidja 1434 correspondant au 8 octobre 2013 fixant les tables de mortalité applicables ainsi que le taux minimum garanti aux contrats d'assurance de personnes.**

— — — —

Le ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances, notamment son article 232 bis ;

Vu le décret présidentiel n° 19-111 du 24 Rajab 1440 correspondant au 31 mars 2019, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-338 du 6 Joumada Ethania 1416 correspondant au 30 octobre 1995, modifié et complété, relatif à l'établissement et à la codification des opérations d'assurance ;

Vu l'arrêté du 3 Dhou El Hidja 1434 correspondant au 8 octobre 2013 fixant les tables de mortalité applicables ainsi que le taux minimum garanti aux contrats d'assurance de personnes ;

#### Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les *annexes 1* et *2* prévues à l'article 2 de l'arrêté du 3 Dhou El Hidja 1434 correspondant au 8 octobre 2013, susvisé.

Art. 2. — Les tables de mortalité applicables en assurances de personnes, sont fixées aux annexes 1 et 2 du présent arrêté.

..... (le reste sans changement).....

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Safar 1441 correspondant au 15 octobre 2019.

Mohamed LOUKAL.